

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 4

■ On y était

Sophie Tardy-Joubert

Les avocats demandent à l'État de s'engager davantage auprès des personnes fragiles

Page 7

■ Le rendez-vous du patrimoine

Annabelle Pando

Plan d'épargne action (PEA) : cession de titres de holding et abus de droit

DOCTRINE

Page 10

■ Sociétés et autres groupements

Jérôme Attard

La sanction des actes et délibérations contraires à l'intérêt social

JURISPRUDENCE

Page 16

■ Obligations / Contrats

Nicolas Dupont

Obligation de sécurité de résultat pour l'entreprise chargée de l'entretien et de la maintenance d'une porte automatique de garage (Cass. 3^e civ., 5 nov. 2020)

CULTURE

Page 23

■ Exposition

Didier Du Blé

Noir & Blanc : une esthétique de la photographie

ACTUALITÉ

On y était



Les avocats demandent à l'État de s'engager davantage auprès des personnes fragiles ^{158t2}

Sophie TARDY-JOUBERT

Que peut le droit dans le contexte de crise sociale qui s'annonce ? Le Conseil national des barreaux a posé cette question d'actualité à Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité et Patrice Blanc, président des Restos du Cœur, le 3 décembre dernier.

Pour l'avant dernier e-débat de l'année, la présidente du Conseil national des barreaux (CNB), Christiane Feral-Schuhl, avait choisi le thème de l'accès au droit. Un sujet central en ces temps troublés, alors que la crise sociale succède à la crise sanitaire. « L'accès aux droits n'est pas qu'un sujet pour les avocats. Il concerne toute la société », a-t-elle rappelé tout d'abord.

■ De nouvelles couches de la population concernées

Il devrait l'être encore davantage dans les mois à venir. En effet, les prévisions de l'INSEE estiment que la France comptabiliserait un million de nouveaux pauvres en 2021. « Cette préconisation endémique doit nous alerter. Nos mécanismes de solidarité sont-ils prêts à tenir le choc ? Pour l'accès au droit, le budget de la justice prévoit une hausse entre 25 et 50 M€. Tous les experts s'accordent à dire qu'il faudrait

500 M€ pour que le service public de l'État fonctionne, sans parler des Français démunis. Autrement dit : le gouvernement présente un budget pour temps calme alors que la tempête s'annonce », a-t-elle affirmé dans le style direct qui est le sien.

Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité, qui réunit 800 associations, a confirmé ce constat alarmiste. « Nous voyons arriver celles et ceux qui subissent la crise sociale », a-t-il déclaré. Il a souligné que plusieurs indicateurs étaient d'ores et déjà au rouge : augmentation importante du nombre d'allocataires du RSA, impayés de loyers en hausse, etc. Il a dit voir arriver « de nouvelles couches de la population : des jeunes, des femmes à la rue, des entrepreneurs ». Une nouvelle population qui s'ajoute à ceux qui, déjà pauvres, continuent de l'être, voire le sont encore davantage.

Suite en p. 4

Édition quotidienne d'Actu-Juridique

petites-affiches.com

Petites **a**ffiches

annonces-pa@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com

Gazette du Palais

Accueil client
annonces-gp@lextenso.fr
12, place Dauphine - 75001 Paris
Tél. : 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com

Le
Quotidien
Juridique

annonces-qj@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 49 49 06 49

lalo.com

Journal
la loi

annonces-jll@lextenso.fr
Grande Arche de La Défense
1, parvis de La Défense - 92044 Paris - La Défense
Tél. : 01 42 34 52 34